

**M25-015**

**« Travaux de raccordement des ouvrages du Centre Technique Bâtiment à la nouvelle sous-station de chauffage urbain située à Neuilly-sur-Marne »**

---

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Passé en procédure adaptée

**Date limite de remise des offres :**  
**Vendredi 27 juin 2025 - 12 H 00**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Désignation du pouvoir adjudicateur :**

Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est  
Immeuble « Jupiter »  
11 boulevard du Mont d'Est  
CS 60027  
93192 Noisy-le-Grand Cedex  
Représenté par son Président, Monsieur Xavier LEMOINE

## **Table des matières**

Article 1 : Dossier de consultation des entreprises (DCE) .....	4
1.1. Contenu du DCE .....	4
1.2. Mise à disposition du DCE .....	4
Article 2 : Mode de passation et forme du marché public .....	4
2.1. Mode de passation .....	4
2.2. Forme du marché public .....	4
Article 3 : Objet de la consultation .....	4
Article 4 : Organisation de l'achat .....	5
4.1. Dévolution en lots .....	5
4.2. Exécution par phases .....	5
4.3. Marché public à tranches .....	5
Article 5 : Variante(s) et prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) .....	5
5.1. Variante(s) .....	5
5.1.1. Variante à l'initiative du soumissionnaire .....	5
5.1.2. Variante imposée par le pouvoir adjudicateur .....	5
5.2. Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) (PSE) .....	6
Article 6 : Visite .....	6
Article 7 : Développement durable .....	6
7.1. Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique .....	6
7.2. Clause environnementale .....	6
Article 8 : Caractéristiques financières .....	6
8.1. Forme des prix .....	6
8.2. Modalités de financement .....	6
8.3. Modalités et délais de paiement .....	6
Article 9 : Durée du marché public .....	6
Article 10 : Conditions de participation .....	7
10.1. Forme juridique de l'attributaire .....	7
10.2. Présentation générale des candidatures et des offres .....	7
10.3. Eléments exigés au titre de la candidature .....	8
10.4. Eléments exigés au titre de l'offre .....	9
Article 11 : Demande(s) de renseignements complémentaires en cours de consultation et modification(s) de détail du DCE .....	10
11.1. Demande(s) de renseignements complémentaires en cours de consultation .....	10
11.2. Modification(s) de détail du DCE .....	10
Article 12 : Modalités de remise des plis .....	10
Article 13 : Jugement des propositions .....	11

13.1. Offre(s) anormalement basse(s).....	11
13.2. Examen des offres .....	11
13.3. Critères de jugement des offres.....	11
13.4. Modalités de jugement.....	12
13.4.1. Jugement du critère « Prix » .....	12
13.4.2. Jugement du critère « Valeur technique de l'offre » .....	12
13.4.3. Généralités .....	12
13.5. Négociation(s).....	12
13.6. Modalités de vérification des conditions de participation (candidature) .....	13
Article 14 : Délai de validité .....	14
Article 15 : Attribution du marché public.....	14
15.1. Documents exigés .....	14
Article 16 : Délais et voies de recours .....	14

# **Article 1 : Dossier de consultation des entreprises (DCE)**

## **1.1. Contenu du DCE**

Le DCE comporte les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe :
  - o N°1 « modalités de retrait et de réponse aux procédures de marchés publics par voie électronique » ;
- L'acte engagement (AE) et son annexe :
  - o N°1 « décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) » ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **1.2. Mise à disposition du DCE**

Le DCE est remis gratuitement sur le profil acheteur de l'EPT (Maximilien).

Le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation uniquement par voie électronique à l'adresse suivante<sup>1</sup> :

<https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&searchAnnCons>

# **Article 2 : Mode de passation et forme du marché public**

## **2.1. Mode de passation**

La consultation est passée en procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-6 du Code de la commande publique, ci-après dénommé « le Code ».

## **2.2. Forme du marché public**

Il s'agit d'un marché ordinaire de travaux conformément aux dispositions de l'article L1111-2 du Code.

# **Article 3 : Objet de la consultation**

Les stipulations du présent CCAP concernent l'exécution des travaux relatifs à la création d'un réseau constant depuis l'échangeur situé dans la nouvelle sous-station du bâtiment de Seine-Saint-Denis Habitat jusqu'à la sous-station existante du centre technique du bâtiment de la ville de Neuilly-sur-Marne.

Les travaux concernent les éléments suivants :

- Etudes d'exécution ;
- Travaux en sous-station :
  - Création d'une nouvelle panoplie constante ;

---

<sup>1</sup> L'adresse précitée est à reproduire intégralement et sans modification pour l'accès aux mises en concurrence de l'EPT.

Le raccordement hydraulique des nouveaux réseaux au réseaux existants (chauffage et eau froide) ;

La mise en place d'équipements de traitement d'eau adoucisseur ;

Le raccordement électrique des nouveaux équipements post échangeur.

- Mise en service, contrôles et réception ;
- Divers – Finitions.

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45232140-5	Travaux de construction de réseaux de chauffage urbain
45232220-0	Travaux de construction de sous-stations

## **Article 4 : Organisation de l'achat**

### **4.1. Dévolution en lots**

Le marché public n'est pas décomposé en lot conformément aux dispositions des articles L2113-10 et L2113-11 du Code. La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### **4.2. Exécution par phases**

Le marché public n'est pas décomposé en phases.

### **4.3. Marché public à tranches**

Le marché public n'est pas décomposé en tranches.

## **Article 5 : Variante(s) et prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)**

### **5.1. Variante(s)**

#### **5.1.1. Variante à l'initiative du soumissionnaire**

Les offres variantes à l'initiative du soumissionnaire ne sont pas autorisées.

#### **5.1.2. Variante imposée par le pouvoir adjudicateur**

Aucune offre variante à l'initiative du pouvoir adjudicateur n'est exigée.

## **5.2. Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) (PSE)**

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est exigée dans le cadre du marché public.

## **Article 6 : Visite**

Sans objet.

## **Article 7 : Développement durable**

### **7.1. Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

Sans objet.

### **7.2. Clause environnementale**

Sans objet.

## **Article 8 : Caractéristiques financières**

### **8.1. Forme des prix**

Le marché public est traité à prix global et forfaitaire quelles que soient les quantités livrées ou exécutées.

Les prix sont fermes et actualisables selon les conditions définies dans le CCAP.

### **8.2. Modalités de financement**

Le financement est assuré par les fonds propres du pouvoir adjudicateur.

### **8.3. Modalités et délais de paiement**

Le mode de règlement est le virement par mandat administratif dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception, par le pouvoir adjudicateur, de la demande de paiement.

## **Article 9 : Durée du marché public**

Le marché court à compter de sa notification jusqu'à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » des travaux (prévue à l'article 44.1 du CCAG-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

## **Article 10 : Conditions de participation**

### **10.1. Forme juridique de l'attributaire**

En application des articles R2142-21 et R2151-7 du Code et afin d'assurer une libre et loyale concurrence entre les différents candidats et de permettre à l'acheteur public une juste appréciation des candidatures et des offres, le pouvoir adjudicateur interdit aux opérateurs économiques de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Conformément aux dispositions de l'article R2142-23 du Code, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Dans le cas où l'opérateur économique est un groupement momentané d'entreprises, pour la présentation d'une candidature ou d'une offre, aucune forme particulière n'est imposée.

De plus, la composition du groupement ne peut être modifiée une fois les candidatures et les offres remises à l'exception des cas prévus aux articles L2141-13, L2141-14 et R2142-26 du Code.

En cas de cotraitance, les opérateurs économiques répondent en commun sur l'ensemble des lots désignés.

Le mandataire : l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, coordonne les prestations des membres du groupement et veille à assurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le pouvoir adjudicateur.

En application de l'article R2142-24 du Code, après attribution du marché public à un groupement conjoint, le pouvoir adjudicateur imposera que son mandataire soit solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

### **10.2. Présentation générale des candidatures et des offres**

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, l'acheteur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

La signature n'est pas requise lors de la remise de l'offre.

Seul l'acte d'engagement, et le cas échéant ses annexes, devra être signé par l'opérateur ou le groupement auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Le candidat peut cependant choisir de signer l'acte d'engagement, et le cas échéant ses annexes, dès le dépôt de son offre.

Les modalités de signature électronique sont indiquées dans l'annexe relative à la dématérialisation jointe au présent règlement de consultation.

Le candidat devra fournir un dossier complet constitué des pièces listées ci-après.

### 10.3. Eléments exigés au titre de la candidature

#### Pièces de la candidature :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles L2141-1, R2142-1 à R2142-14, R2143-3 et R2143-16 du Code :

- Une lettre de candidature et, le cas échéant, d'habilitation du mandataire par les cotraitants (ou l'imprimé DC1) ;

*Nota : en cas de groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.*

*Nota 2 : le candidat peut compléter sa lettre de candidature et les informations relatives à sa situation juridique en utilisant l'imprimé DC2 (téléchargeable sur le portail de l'Economie et des Finances à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>)*

- Le(s) pouvoir(s) habilitant le signataire à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement (extrait k-bis, délégation de signature...) ;

*Nota : le ou les personnes physiques ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement peuvent être identifiées dans la rubrique C1 du formulaire DC2 (téléchargeable sur le portail de l'Economie et des Finances à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>)*

- Une déclaration sur l'honneur (ou l'imprimé DC1) indiquant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-10 du Code ;
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Les certificats de qualifications professionnelles en lien avec l'objet du marché. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les garanties et la capacité technique, financière et professionnelle des candidats :

- Les renseignements demandés au titre des articles R2142-1 à R2142-14 du Code (les candidats peuvent utiliser l'imprimé DC2, téléchargeable sur le site du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>) à savoir :
  - a) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
  - b) Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration sur l'honneur de l'opérateur économique ;
  - c) Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat affectés sur des prestations telles que celles objet du présent marché pour chacune des trois dernières années ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir

adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

### **SOIT**

- **Un document unique de marché européen (DUME)**, en lieu et place des formulaires DC1 et DC2, rédigé en français, conformément à l'article R2143-4 du Code.

\* \* \* \* \*

Conformément aux dispositions de l'article R2142-4 du Code, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur. Ce dernier appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Les entreprises et sociétés nouvellement créées pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs capacités professionnelles, techniques et financières pour assurer les prestations objets du marché public. Le pouvoir adjudicateur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

## **10.4. Eléments exigés au titre de l'offre**

Les opérateurs économiques devront fournir à l'appui de leur offre :

- **L'acte d'engagement** dûment complété
- **La décomposition du prix global et forfaitaire** dûment complété
- **Un mémoire technique** précis et concis, précisant :
  - La composition de l'équipe et les CV de ses membres ainsi que la répartition des tâches au sein de l'équipe ;
  - Les références des membres de l'équipe dans leurs domaines de compétences et leurs expériences sur des missions similaires ;
  - La méthodologie proposée et sa cohérence globale.
- **Un planning d'exécution des travaux détaillé**

L'absence de l'un de ces documents ou leur caractère incomplet peut constituer un motif d'irrégularité de l'offre et en conséquence engendrer son élimination conformément aux dispositions des articles L2152-1, L2152-2, R2152-1 et R2152-2 du Code.

Les opérateurs économiques doivent utiliser les documents de la consultation pour lesquels leurs propositions sont attendues. En cas de modification(s), l'offre du soumissionnaire peut être déclarée irrégulière et de ce fait, rejetée.

## Article 11 : Demande(s) de renseignements complémentaires en cours de consultation et modification(s) de détail du DCE

### 11.1. Demande(s) de renseignements complémentaires en cours de consultation

Pour obtenir des renseignements complémentaires d'ordre administratif ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard **avant le mardi 17 juin 2025 à minuit** une demande écrite sur le profil d'acheteur de l'EPT :

<https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&searchAnnCons>

Les renseignements complémentaires seront communiqués aux opérateurs économiques ayant retiré un DCE :

- Soit par le biais de la publication du DCE modifié contenant un fichier « questions- réponses » conformément aux dispositions de l'article 11.2 ci-après ;
- Soit par le biais de la messagerie sécurisée du profil d'acheteur.

#### Attention :

*\* Le pouvoir adjudicateur ne sera pas en mesure de répondre aux questions posées hors délai.*

*\* Les candidats ayant choisi de ne pas s'identifier lors du téléchargement du DCE ne recevront pas d'alerte les informant de ces éventuels renseignements complémentaires.*

*\* Le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de garantir une réponse à des demandes qui seraient adressées à d'autres services ou par d'autres moyens, notamment téléphoniques.*

### 11.2. Modification(s) de détail du DCE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard **le vendredi 20 juin 2025**, avant minuit, des modifications de détail au dossier de consultation. Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

## Article 12 : Modalités de remise des plis

Le pouvoir adjudicateur impose aux opérateurs économiques une réponse électronique, exception faite de la fourniture des échantillons exigés au titre de l'offre. Aucune signature n'est exigée au stade du dépôt du pli ; elle sera exigée des attributaires retenus.

Tout pli papier qui serait remis dans le cadre de la présente consultation sera rejeté.

Les opérateurs économiques se référeront à l'annexe n°1 du présent règlement de la consultation précisant les modalités de remise des plis dématérialisés.

## Article 13 : Jugement des propositions

### 13.1. Offre(s) anormalement basse(s)

Conformément aux dispositions des articles L2152-5 et L2152-6 ainsi que des articles R2152-3 à R2152-5 du Code, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse.

Après vérification des justificatifs fournis par le soumissionnaire concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Il sera fait application des mêmes dispositions au(x) sous-traitant(s).

### 13.2. Examen des offres

Le pouvoir adjudicateur vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

	Offre irrégulière	Offre inacceptable	Offre inappropriée
Procédure adaptée (avec possibilité de négociation)	Le pouvoir adjudicateur négocie avec le soumissionnaire à condition que son offre ne soit pas anormalement basse. A l'issue de la négociation, l'offre demeurant irrégulière est éliminée.	Le pouvoir adjudicateur négocie avec le soumissionnaire si son offre n'est pas anormalement basse. A l'issue de la négociation, l'offre demeurant inacceptable est éliminée.	Éliminée

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur décide de procéder à une régularisation des offres irrégulières, celle-ci ne pourra avoir pour effet de modifier ses caractéristiques substantielles.

Toute offre étant régulière, acceptable et appropriée est analysée dans les conditions définies par l'article suivant.

### 13.3. Critères de jugement des offres

Les offres économiquement les plus avantageuses seront appréciées en fonction des critères pondérés ci-après :

Critères d'attribution	Note sur ...	Pondération
<b>PRIX</b> apprécié au regard du total de la DPGF en € TTC	/20	<b>50 %</b>
<b>VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE</b>	/20	<b>50 %</b>
- <b>Methodologie</b> proposée et cohérence globale	/20	30%
- <b>Moyens humains</b> affectée aux prestations (composition de l'équipe et les CV de ses membres ainsi que la répartition des tâches au sein de l'équipe + références des membres de l'équipe dans	/20	30%

leurs domaines de compétences et leurs expériences sur des missions similaires)		
- <b>Cohérence du planning des travaux</b> (délais d'études, de livraisons des matériels, de réalisation des travaux d'installation, d'essais...) proposé par le candidat	/20	40%

## 13.4. Modalités de jugement

### 13.4.1. Jugement du critère « Prix »

Le montant de l'offre sera analysé à partir du montant en euros TTC indiqué dans le DPGF. L'offre la moins disante obtiendra la note maximum de vingt (20). Les autres se verront affecter un nombre de points par application de la formule suivante :

$$\text{Note} = (\text{offre la moins chère} \div \text{offre de l'opérateur économique analysé}) \times 20$$

La note sera arrondie au centième.

### 13.4.2. Jugement du critère « Valeur technique de l'offre »

Il sera procédé pour le jugement de ce critère et pour chaque offre à la somme des points obtenus pour l'ensemble des sous-critères. L'offre recueillant la note la plus élevée sera classée première. Les offres suivantes seront classées en fonction de la note obtenue jusqu'à celle qui obtiendra la note plus basse et qui sera classée dernière.

La note sera arrondie au centième.

### 13.4.3. Généralités

Il sera procédé pour chaque offre à la somme des points obtenus pour chaque critère. L'offre recueillant la note la plus élevée sera classée première. Les offres suivantes seront classées en fonction de la note obtenue jusqu'à celle qui obtiendra la note la plus basse et qui sera classée dernière.

En cas d'ex aequo, la note obtenue sur le critère ayant la pondération la plus importante départagera les soumissionnaires. En cas d'égalité sur celui-ci, le critère « prix » prévaudra.

Pour chaque lot, le candidat classé en première position sera retenu.

## 13.5. Négociation(s)

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réservera le droit d'engager ou non des négociations avec les soumissionnaires conformément aux dispositions de l'article R2123-5 du Code. En cas de négociations, le pouvoir adjudicateur négociera exclusivement avec ceux classés en première, deuxième et troisième position à l'issue de l'analyse initiale des offres sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

La négociation portera sur un ou sur tous les critères et/ou sous-critères d'attribution mentionnés ci-dessus ou sur tout élément en lien avec le dossier de consultation. Le pouvoir adjudicateur informera du cadre de la négociation chaque opérateur économique admis à négocier dans les meilleurs délais.

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur utilisera les moyens qui lui semblent les plus appropriés (proposition écrite de négociation via le profil d'acheteur – et/ou réunions de négociation).

Pourront être admis à la négociation les offres inacceptables et irrégulières au sens des articles L2152-2 et L2152-3 du Code.

Les frais inhérents à la négociation seront à la charge des entreprises ayant été admises à négocier.

L'absence de réponse dans le délai imparti ou une réponse transmise après les date et heure limites de remise des offres négociées équivaldra à une absence de proposition négociée.

A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur procédera, dans les conditions définies précédemment, à une nouvelle analyse des offres sur la base :

- Des offres négociées pour les soumissionnaires ayant répondu dans le délai imparti ;
- Des offres initiales pour les soumissionnaires n'ayant pas répondu à la négociation ou ayant répondu après les date et heure limites de remise des offres négociées.

### **13.6. Modalités de vérification des conditions de participation (candidature)**

Conformément aux dispositions des articles R2144-1 à R2144-7 du Code, le pouvoir adjudicateur procédera à l'examen des offres avant celui des candidatures.

Une fois le classement des offres effectué, le pouvoir adjudicateur vérifiera la candidature du soumissionnaire classé en première position. A ce titre, il vérifiera :

- Que les pièces dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont fournies. Si ces pièces sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur pourra demander au soumissionnaire de compléter son dossier de candidature dans un délai approprié ;
- Que le soumissionnaire dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles ;
- Que le soumissionnaire n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner en application des dispositions des articles L2141-1 à L2141-14 du Code.

Le pouvoir adjudicateur peut demander au soumissionnaire de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Conformément à l'article R2142-25 du Code, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R2144-7 du Code, le pouvoir adjudicateur déclarera sa candidature irrecevable et l'éliminera si le soumissionnaire est dans l'un ou plusieurs des cas suivants :

- Il se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner,
- Il ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur,
- Il a produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents,

- Il ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

## **Article 14 : Délai de validité**

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres initiale.

## **Article 15 : Attribution du marché public**

### **15.1. Documents exigés**

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public produit, dans un délai imparti, les certificats et attestations prévus aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code ainsi que pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L.241-1 du Code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du Code des assurances.

Dans l'hypothèse où l'opérateur économique ne pourrait fournir lesdits documents, son offre sera rejetée conformément à l'article R2144-7 du Code et la même demande sera faite au suivant de la liste de classement des offres. Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite autant que de besoin.

En application des dispositions de l'article D.8254-2 du Code du travail, l'opérateur économique remet au pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail.

Le pouvoir adjudicateur transmettra à l'opérateur économique auquel il est envisagé d'attribuer le marché public, les éventuelles mises au point effectuées en application de l'article R2152-13 du Code.

## **Article 16 : Délais et voies de recours**

Tout tiers a la possibilité d'introduire un recours administratif préalable auprès du Président de l'EPT afin de demander l'annulation, l'abrogation ou le retrait de l'acte administratif litigieux.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montreuil sis 7 rue Catherine Puig - 93558 Montreuil Cedex (tél. : 01 49 20 20 00 / courriel : [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr)).

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché par la personne publique. A partir de la signature du marché ce recours n'est plus ouvert. (Application des articles L551-1 et suivants et R551-1 et suivants du Code de justice administrative).

- Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L551-13 du Code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.  
En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.  
Toutefois ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours prévu à l'article L. 551-1 dès lors que l'acheteur a respecté la suspension prévue à l'article L551-4 et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.
- Un recours gracieux peut être formé dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée. Ce recours interrompt le cours du délai contentieux qui n'est susceptible que d'une seule prorogation.
- Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision ou de l'acte contesté. Pour le concurrent évincé le recours pour excès de pouvoir n'est plus ouvert à compter de la conclusion du contrat (application de l'article R 421-1 du Code de justice administrative)
- Un référé suspension peut être introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat (application de l'article L 521-1 du Code de justice administrative).
- Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles.  
Ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi.  
A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables. (Conseil d'Etat, ass., 4 avril 2014, « Département de Tarn-et-Garonne », n° 358994).